

Débats
Opinions

Agora

On l'a lu,
On vous en parle!

« Et la joie de vivre »

PAR GISÈLE PELICOT

GISÈLE N'A PAS fini de nous bousculer. Dans son livre-récit paru mi-février, l'ex-Madame Pelicot revient sur le procès retentissant de cette cinquantaine d'hommes qui, à l'invitation de son mari Dominique, l'a violée pendant dix ans alors qu'elle était sédentée. Cet homme, qu'elle a aimé et en qui elle avait une confiance totale, mais qui avait fait d'elle « sa possession ». Celui qui « régnait sur la nuit telle une bête », écrit-elle, dans une succession de phrases éloquentes mais sans apitoiement. C'est cet aveulement qui torture celle qui a vécu 50 ans avec cet homme : « Le plus douloureux dans ce que je traversais, c'était de n'avoir rien vu. » Alors, au détour des chapitres, Gisèle cherche, une explication : dans l'enfance de Dominique, dans ses pertes de travail répétées, dans ses désirs « étranges » qu'elle se refusait d'assouvir... Elle y partage aussi sa version de leur vie, comme pour se la réapproprier. « Il y avait tant de versions de notre histoire, la mienne s'effondrait dans le regard des autres » Car elle n'en démord pas, malgré l'horreur, la pression de ses enfants ravagés et la manipulation de son époux. Gisèle est « sûre d'avoir été heureuse ». Elle veut surtout ne « pas être qu'une victime ». Ce livre, c'est aussi le récit d'une femme profondément féministe, qui n'était pas spécialement prédestinée à inspirer des générations de femmes. « Cette histoire est le sale reflet de la domination et de la prédation qui structurent encore notre monde », assène-t-elle. Et puis il y a ce titre : *Et la joie de vivre*. L'histoire d'une femme meurtrie, oui, et bien sûr soulagée que « tous les violeurs (soient) en prison ». Mais aussi un plaidoyer pour l'amour et l'ouverture à l'autre malgré la blessure immense, car il en va de sa survie. Quelle leçon !

MAËLLE LE DRU

Et la joie de vivre de Gisèle Pelicot, avec Judith Perrignon, éditions Flammarion, 320 pages, 22,50 euros.

VOUS AVEZ ÉCRIT...

« Le coup... de pompe »

« **ÇA N'A ÉCHAPPÉ** à personne : l'envolée du prix des carburants à la pompe, depuis quelques jours. La guerre contre l'Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz, bien sûr... À chaque fois les grands distributeurs nous refont le coup... de pompe ! On applique immédiatement une hausse des prix sur des stocks de carburants achetés il y a 3 ou 4 mois en arrière, à un coût qui n'avait rien à voir avec le prix du baril depuis 8 jours. Et les autorités laissent faire... ou feignent de faire les gros yeux. Par complaisance mais par intérêt surtout : le surcoût des tarifs gonfle mécaniquement les rentrées fiscales engrangées par l'État grâce aux taxes sur les carburants. »

CLAUDE COLOMBO

Tribune libre

Décrochage européen : sortir des faux débats



LIONEL NESTA

PROFESSEUR
DES UNIVERSITÉS
EN SCIENCES
ÉCONOMIQUES À
UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

LE DÉBAT SUR le supposé « décrochage » européen oppose trop souvent deux récits simplificateurs. D'un côté, l'idée que l'Europe irait bien puisqu'elle préserverait le pouvoir d'achat, la cohésion sociale et des choix de société assumés ; de l'autre, l'alerte sur une fragilisation de ses capacités productives. Cette opposition est trompeuse. Une lecture plus fine des données et du rôle du PIB conduit à un diagnostic plus exigeant.

Où, il y a bien une érosion relative du cœur européen

Dans une tribune du Monde, Gabriel Zucman conteste l'idée d'un décrochage européen en s'appuyant sur des comparaisons agrégées entre l'Union européenne et les États-Unis. Or cette aggrégation masque l'essentiel. Lorsqu'on décompose l'Union entre le cœur historique (France, Allemagne, Italie, Espagne), l'Europe occidentale élargie et les pays d'Europe centrale et orientale, le diagnostic change nettement.

Les trajectoires de PIB par habitant relatif aux États-Unis montrent une érosion claire et cumulative du cœur européen sur les trente dernières années. Cette érosion n'est ni brutale ni linéaire, mais elle est durable : le cœur européen part d'un niveau très élevé au début des années 1990 et converge progressivement vers un niveau sensiblement plus bas aujourd'hui. La performance agrégée de l'UE est largement soutenue par le rattrapage des pays entrés plus récemment, moteur par nature transitoire. Sur ce point, l'intuition développée par François Bourguignon est empiriquement fondée : le cœur de l'Europe s'appauvrit relativement, même si ce processus est lent et

masqué par les moyennes.

Arrêter d'opposer l'entreprise et le citoyen

Le débat est trop souvent présenté comme une opposition entre ceux qui se soucieraient des revenus, du pouvoir d'achat et du partage de la valeur ajoutée, et ceux qui insisteraient sur l'offre, la productivité et l'investissement. Cette opposition est conceptuellement infondée. Le PIB mesure simultanément la valeur ajoutée produite et la somme des revenus distribués. Il est donc impossible de dissocier durablement niveau de vie et capacités productives. À terme, l'érosion de l'offre contraint mécaniquement le niveau et le partage des revenus. Le désaccord porte donc moins sur les constats immédiats que sur l'horizon temporel pertinent : les comparaisons statiques peuvent rassurer aujourd'hui, mais elles ne sauraient éluder la question des conditions de production des richesses futures.



Ce qui menace le modèle européen, c'est l'illusion que l'on peut durablement préserver des choix de société sans reconstruire les bases productives qui les rendent possibles.

L'Europe est aujourd'hui à la recherche d'un modèle de croissance compatible avec son modèle social. Sur ce point, un consensus existe pourtant : la nécessité d'investir massivement dans l'éducation, la recherche, les infrastructures et la transition énergétique afin de préparer une croissance plus respectueuse de l'environnement.

À cela s'ajoutent deux dimensions supplémentaires : l'investissement dans les technologies dua-

les, civiles et stratégiques, et le choix explicite de spécialisations productives capables de soutenir durablement la création de valeur.

Des crises sans rebond

Ce qui frappe dans la trajectoire européenne récente est moins l'ampleur des crises subies que l'incapacité récurrente à les transformer en phases de croissance soutenue par la suite. Les grandes ruptures macroéconomiques des trente dernières années, crises financières, crise de la zone euro, pandémie, ont systématiquement été suivies, en Europe, par des périodes de reprise atone et d'investissement insuffisant. À l'inverse, les États-Unis ont su convertir ces chocs en phases d'accumulation, de diffusion technologique et de montée en régime de leur appareil productif. Cette incapacité à rebondir signale une forme d'impréparation. Là où les États-Unis ont mobilisé chaque crise pour renforcer leur base scientifique, technologique et industrielle, l'Europe a trop souvent traité les chocs comme des parenthèses à refermer plutôt que comme des moments de reconstruction productive.

Dans ce contexte, les investissements dans l'éducation, la recherche ou les infrastructures ne doivent pas être pensés séparément selon qu'ils prépareraient les citoyens ou qu'ils renforceraient l'appareil productif. Ils font les deux à la fois. Préparer les citoyens aux transformations économiques futures et reconstruire des capacités productives capables d'absorber les chocs et d'en tirer parti relèvent d'un même impératif. Faute de quoi, l'Europe risque de voir ses choix de société non pas remis en cause par conviction, mais contraints par l'affaiblissement progressif de sa trajectoire productive.

Ce n'est pas la dérégulation qui menace aujourd'hui le modèle européen, mais l'illusion que l'on peut durablement préserver des choix de société sans reconstruire les bases productives qui les rendent possibles.